

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

S/WPDR/M/21

23 juin 2003

(03-3344)

Groupe de travail de la réglementation intérieure

COMPTE RENDU DE LA RÉUNION TENUE LE 15 MAI 2003

Note du Secrétariat¹

1. Le Groupe de travail de la réglementation intérieure a tenu sa vingt-et-unième réunion le 15 mai. L'ordre du jour de la réunion figurait dans l'aérogamme WTO/AIR/2090. En l'absence du Président du Groupe de travail, la réunion a été ouverte par le Secrétariat. Avant d'adopter l'ordre du jour, le Groupe de travail est convenu de passer d'abord à la désignation du Président, après quoi l'ordre du jour a été adopté.

A. DÉSIGNATION DU PRÉSIDENT

2. Un représentant du Secrétariat a indiqué que, comme les Membres le savaient, M. Sergio Santos du Brésil, Président du Groupe de travail de la réglementation intérieure, avait été nommé à un nouveau poste et n'était donc pas en mesure de présider la réunion. En conséquence, le représentant du Secrétariat a suggéré que le Groupe de travail de la réglementation intérieure passe immédiatement à la désignation d'un nouveau Président du Groupe de travail. Les Membres ont approuvé la suggestion. Le représentant du Secrétariat a alors noté que, à la suite de consultations menées par le Président du Conseil du commerce des services, il avait été proposé de désigner M. Johannes Bernabe des Philippines comme nouveau Président du Groupe de travail de la réglementation intérieure. Les Membres ont approuvé la désignation du nouveau Président.

3. Le nouveau Président a dit que le Groupe de travail était infiniment redevable envers Sergio Santos d'avoir amené le Groupe de travail au stade actuellement plutôt avancé des discussions. Le Président a rendu hommage également à ses autres prédécesseurs qui avaient contribué à faire progresser les travaux du Groupe de travail de la réglementation intérieure.

4. Les Membres ont souhaité la bienvenue à M. Bernabe en sa qualité de nouveau Président, et ont salué le travail remarquable effectué par M. Santos en tant que précédent Président.

B. ÉLABORATION DES DISCIPLINES RÉGLEMENTAIRES AU TITRE DE L'ARTICLE VI:4 DE L'AGCS

1. Examen des concepts concernant l'élaboration de disciplines

Projet d'annexe sur la réglementation intérieure, proposé par le Japon

5. Le Président a noté qu'il avait tenu des consultations informelles sur trois points. Le premier portait sur la proposition du Japon visant un Projet d'annexe sur la réglementation intérieure (le JOB(03)/45/Rev.1, daté du 30 avril 2003 en était la version la plus récente). Dans les consultations, la plupart des Membres étaient d'accord qu'il faudrait examiner le document du Japon de manière plus approfondie et plus complète, en association avec les autres éléments essentiels possibles pour les

¹ Le présent document a été établi par le Secrétariat sous sa propre responsabilité et sans préjudice des positions des Membres ni de leurs droits et obligations dans le cadre de l'OMC.

disciplines réglementaires. En même temps, la plupart des Membres estimaient que la discussion du document du Japon devrait s'accompagner de la poursuite de l'examen de la note du Secrétariat intitulée *Exemples des mesures devant être soumises à des disciplines en vertu de l'article VI:4 de l'AGCS* (le JOB(02)/20/Rev.5, daté du 29 avril 2003 en était la version la plus récente).

6. Le Président a indiqué que la plupart des Membres se félicitaient de la proposition du Japon en tant que stimulant opportun pour les discussions en cours au Groupe de travail de la réglementation intérieure. La proposition constituait aussi un pivot pour les discussions sur les éléments essentiels concrets qui pourraient être incorporés dans des éventuelles disciplines réglementaires applicables de manière horizontale. En même temps, les Membres semblaient disposés à poursuivre l'examen et l'évaluation de la note sur les *Exemples*. Plusieurs Membres notaient que les délégations trouveraient peut-être de la valeur ajoutée dans la note sur les *Exemples*, notamment au regard de la manière dont les mesures qu'elle citait pourraient être prises en considération dans des éventuelles disciplines comme celles figurant dans la communication japonaise. De la même manière, certains Membres faisaient observer que le *Résumé des discussions sur la Liste de questions établie à l'intention du Groupe de travail de la réglementation intérieure* (le JOB(02)/3/Rev.5, également daté du 29 avril 2003, en était la version la plus récente) restait opportun dans la mesure où certaines questions qui y étaient soulevées continuaient d'être pertinentes à mesure que les Membres poursuivaient leur examen à la fois de la communication du Japon et de la note sur les *Exemples*.

7. Le Président a ensuite demandé si le Japon souhaitait présenter sa proposition révisée, ainsi que compléter les déclarations qu'il avait faites à la réunion précédente du Groupe de travail de la réglementation intérieure.

8. La délégation du Japon a dit que la révision de son document s'expliquait plus ou moins d'elle-même. La délégation avait noté à la précédente réunion du Groupe de travail de la réglementation intérieure que, en parallèle avec la poursuite de la discussion des mesures figurant dans la note sur les *Exemples*, il serait utile de commencer à discuter en se fondant sur des dispositions concrètes. Les principaux éléments contenus dans le projet d'annexe du Japon étaient tirés du texte existant des *Disciplines relatives aux services comptables*, auquel le Japon avait apporté les modifications qu'il estimait appropriées pour leur application horizontale. La délégation a noté que deux nouveaux éléments avaient été ajoutés, à savoir la Partie X relative aux dispositions administratives contraires en rapport avec les licences et les qualifications, et la Partie XI relative aux directives administratives en rapport avec les licences et les qualifications.

9. Les Membres ont accueilli favorablement la version révisée du document du Japon, et ont fait les observations préliminaires dont il est rendu compte ci-après.

10. La délégation des Communautés européennes, au titre d'observation générale, a déclaré que l'approche du Japon n'entrait pas dans le cadre du mandat énoncé à l'article VI:4 de l'AGCS, et faisait fond sur les dispositions existantes des articles III et VI:2. L'approche très large méritait une discussion plus poussée. S'agissant de la portée du projet d'annexe, la délégation avait des questions concernant les différences apparentes dans le libellé des paragraphes 1 et 3. Elle demandait également de plus amples détails sur les vues du Japon concernant la possibilité de compléter les disciplines horizontales par une approche plus spécifique par secteur.

11. La délégation du Canada a dit que, dans l'ensemble, la contribution du Japon clarifiait un certain nombre de concepts liés à l'élaboration de disciplines génériques. Il convenait que les *Disciplines relatives aux services comptables* servent de base pour envisager l'élaboration des disciplines au titre de l'article VI:4. Comme la délégation des CE l'avait noté, le paragraphe 3 suggérait une cible plus large. Sur la question de ne pas préjuger et de continuer en adoptant une double approche, c'est-à-dire de poursuivre avec les disciplines génériques tout en travaillant également sur des disciplines plus spécifiques, le Canada souhaitait explorer cette approche. La

délégation canadienne notait que certains aspects de la transparence étaient potentiellement abordés dans d'autres articles de l'AGCS, et elle demandait au Japon de faire des observations à ce sujet. Le Groupe de travail devait aussi traiter de la question des normes techniques, comme le document le notait. Le Canada était très intéressé de continuer de faire avancer les discussions de la note sur les *Exemples*, et espérait une plus large participation, car il était crucial pour le Groupe de travail de la réglementation intérieure de disposer de la base d'entente la plus solide possible au sujet de ces questions.

12. La délégation de la Suisse a souligné que la réglementation intérieure était un sujet très important, pour lequel il existait un mandat, et que le projet d'annexe stimulait les travaux du Groupe de travail de la réglementation intérieure. L'approche du Japon était très complète, mais il y avait de la place pour des disciplines alternatives ou sectorielles, et cette flexibilité était très importante. Le document constituait une très bonne base pour les discussions, mais il fallait clarifier la portée de l'annexe.

13. La délégation du Chili a convenu que le document du Japon constituait une bonne base pour les discussions. Elle partageait avec le Japon l'idée que des disciplines particulières seraient peut-être nécessaires pour des secteurs particuliers. Le Chili n'avait pas encore arrêté sa décision sur l'application de l'article VI:4. Le document du Japon indiquait que le Mode 4 réclamait un traitement spécial, et le Chili souhaitait plus d'information à cet égard. S'agissant du niveau d'application, sa délégation a déclaré que toutes les disciplines devaient s'appliquer à tous les niveaux, étant donné que la plupart des problèmes se situaient au niveau sous-central.

14. La délégation de la Corée a également dit que le projet d'annexe constituait une bonne base pour les travaux futurs, et qu'elle partageait les questions concernant la portée et la définition. La Corée estimait que la portée devrait être limitée aux cinq critères énumérés dans l'article VI:4. Le projet du Japon semblait comporter des ambiguïtés, c'est-à-dire entre les paragraphes 1 et 3, et la partie concernant la transparence semblait faire double emploi avec l'article III. Au sujet du paragraphe 4, la Corée était d'accord que les mesures réglementant l'admission des personnes physiques devaient être exclues. Les disciplines devaient s'appliquer uniquement lorsque des engagements spécifiques avaient été pris, de manière à avoir une plus forte valeur ajoutée en incluant des obligations plus rigoureuses. À cet égard, la délégation se demandait si les exceptions énoncées aux paragraphes 14 et 22 étaient opportunes.

15. La délégation de l'Argentine a dit qu'il était important, particulièrement pour les pays en développement, d'effectuer des progrès sur les questions réglementaires au niveau multilatéral. Sa première préoccupation était déjà exprimée, c'est-à-dire au sujet des différences apparentes entre les objectifs énoncés au paragraphe 1 et la portée et les définitions énoncées au paragraphe 3. De même, le paragraphe 8 relatif à la transparence allait au-delà de la portée de l'article VI:4. Le paragraphe 4 concernant les personnes physiques donnait l'impression de réduire la portée de l'article VI:4 sur une base modale. Sur la question des licences et des qualifications, la délégation argentine avait les mêmes doutes que la Corée sur les exceptions énoncées aux paragraphes 14 et 22, et elle a demandé de quelle manière elles seraient appliquées. La délégation argentine a indiqué que de nombreuses dispositions des *Disciplines relatives aux services comptables* avaient été relativisées, par exemple, aux paragraphes 17 à 19, le terme "shall" s'était transformé en "s'efforcera". La délégation argentine demandait également plus d'information et des exemples concernant les directives administratives.

16. La délégation de Singapour a dit qu'elle voyait les disciplines au titre de l'article VI:4 comme un troisième pilier, avec l'accès aux marchés et le traitement national, qui pouvait avoir une incidence sur l'indépendance des pays en développement en matière de réglementation. Singapour estimait que le Groupe de travail avait fait un travail utile sur les exemples de réglementation, et était d'accord avec le Japon qu'il était utile de se pencher aussi sur un projet de disciplines. Au sujet de la portée, Singapour estimait que les disciplines devaient être strictement limitées aux cinq types de mesures

mentionnés dans l'article VI:4. Au sujet des définitions, les définitions de travail fournies par le Secrétariat en 1997 constituaient une bonne base. Au sujet de l'application, elle devait avoir lieu uniquement lorsqu'il y avait des engagements spécifiques. Les disciplines ne devraient pas annuler les engagements inscrits sur les listes, par exemple, les prescriptions relatives à la résidence. Au sujet de la transparence, Singapour convenait qu'il s'agissait d'un domaine critique. Les disciplines devraient s'appliquer à la fois aux niveaux fédéral et infafédéral. Au sujet de la nécessité, la délégation a dit que c'était un des aspects les plus fondamentaux, avec une incidence significative sur l'indépendance en matière de réglementation. La jurisprudence de l'OMC sur cette question évoluait, et le document du CCE (WT/CTE/W/203, daté du 8 mars 2002) était utile à cet égard. Les objectifs légitimes se rapportaient à tous les secteurs, et par conséquent, le fait que le Japon mentionne les objectifs de politique nationale était intéressant. En conséquence, la préférence n'avait pas pour but de spécifier les objectifs légitimes. Comme les autres, Singapour a insisté sur le fait que les disciplines devraient être sans préjudice des autres articles de l'AGCS.

17. Au sujet de la relation de l'article VI:5 avec l'article VI:4, étant donné que l'article VI:5 était supposé disparaître lorsque les négociations au titre de l'article VI:4 seraient achevées, Singapour se demandait si tel ou tel élément important de l'article VI:5 devrait être inclus dans les disciplines au titre de l'article VI:4. La délégation a mentionné deux éléments à examiner, le premier étant l'article VI:5 b), c'est-à-dire l'alinéa se rapportant aux mesures appliquées d'un manière "à laquelle on n'aurait raisonnablement pas pu s'attendre ...", qui semblait avoir l'effet d'une clause d'antériorité de sorte que l'article VI:5 était applicable uniquement aux nouvelles mesures. Le deuxième élément était les termes annulent et compromettent utilisés dans l'introduction de l'article VI:5. À cet égard, les Membres devaient prendre en considération l'article 3.8 du Mémoire d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends, lequel établissait que dans les cas où il y a infraction à une disposition d'un accord de l'OMC, la mesure en cause est présumée annuler ou compromettre un avantage. Aux termes de l'article VI:5, toutefois, la charge de la preuve semblait incomber au requérant. La délégation a demandé si le Président et le Secrétariat pourraient faire part de leurs idées et de leurs vues sur la question de l'antériorité et sur la charge de la preuve au regard de la question d'annuler et compromettre. Elle a demandé des renseignements sur l'historique de la négociation de l'article VI:5, y compris la question de savoir si les rédacteurs de l'AGCS avaient envisagé un rôle quelconque pour l'un ou l'autre de ces éléments dans les disciplines au titre de l'article VI:4. La délégation s'est également enquis sur la manière dont l'article VI:5 était lié aux *Disciplines relatives aux services comptables*, y compris si le Secrétariat pouvait confirmer que l'article VI:5 disparaîtrait lorsque les disciplines entreraient en vigueur.

18. Le Président a dit qu'il ne devrait peut-être pas prendre position sur ces deux questions, et il a invité le Secrétariat à faire des observations à cet égard. Il a également encouragé Singapour à distribuer son intervention.

19. La délégation de l'Australie a noté la possibilité d'élaborer des disciplines au titre de l'article VI:4 en tant que complément des négociations sur l'accès aux marchés. Étant donné que les Membres surveillaient de plus en plus près l'incidence possible de l'AGCS, la délégation australienne souhaitait travailler en étroite collaboration avec les Membres pour élaborer les disciplines appropriées, tout en préservant simultanément la capacité des Membres de réglementer leurs économies. L'Australie était impatiente d'examiner la manière dont le projet d'annexe pourrait s'appliquer aux services professionnels et aux autres secteurs où des engagements avaient été contractés. Elle partageait aussi les questions des autres sur la portée du projet d'annexe du Japon. La délégation australienne a souligné que l'Australie appuyait fortement la transparence.

20. La délégation des États-Unis a déclaré que le document du Japon constituait une contribution utile à la clarification de la portée et du champ d'application de l'article VI:4. Elle a également prôné la poursuite de l'examen, à travers la note sur les *Exemples*, des types de mesures pour lesquelles on pourrait élaborer des disciplines. La délégation était satisfaite que le document du Japon, dans la note

de bas de page se rapportant au paragraphe 2, ne préjuge pas de l'élaboration ultérieure de toutes disciplines nécessaires pour tel ou tel secteur spécifique. En se fondant sur ses consultations intérieures, la délégation des États-Unis appuyait l'élaboration de disciplines, analogues aux *Disciplines relatives aux services comptables*, avec, peut-être, certaines modifications, pour les services d'architecture, d'ingénierie et juridiques. La délégation a exhorté les Membres à adopter les *Disciplines relatives aux services comptables*, en tant que partie des engagements dans ce secteur. Elle a également prôné les disciplines horizontales applicables à la transparence, notant les dispositions existantes dans les *Disciplines relatives aux services comptables*. Au sujet du paragraphe 4 du document du Japon, elle a demandé plus de clarification. Au sujet du paragraphe 5, elle n'était pas sûre qu'il soit approprié d'inclure les définitions dans une annexe, tout en demandant si la définition des termes "réglementation intérieure" et "mesure" pourrait aussi être nécessaire. Au sujet des paragraphes 6 et 7, la délégation émettait de sérieuses réserves, et elle a déclaré qu'il était difficile d'imaginer un critère de nécessité exploitable qui soit applicable de manière horizontale.

21. Les États-Unis ont déclaré que le langage utilisé dans le document du Japon semblait aller au-delà des termes de l'article VI:4. Ils étaient particulièrement préoccupés par l'application du paragraphe 6 aux services financiers, c'est-à-dire l'effet possible sur les mesures prises pour des raisons prudentielles. Au sujet des principes comme celui visant que les mesures "ne soient pas plus rigoureuses qu'il n'est nécessaire", il n'y avait aucun consensus précédent. Par conséquent, les Membres devaient regarder de très près s'il y avait lieu de l'y inclure. Au paragraphe 7, dans lequel le Japon introduisait l'idée d'un "examen évolutif", la délégation était sérieusement inquiète, particulièrement du fait que les Membres ne s'étaient pas encore entendus sur le critère de nécessité. Au sujet des objectifs de politique nationale, la délégation convenait que l'analyse devait inclure les objectifs infrafédéraux. Au sujet de la Partie III, la délégation américaine présumait que l'application *ad hoc* du critère de nécessité dans le cadre du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends serait vraisemblablement très discutable. Au sujet de la Partie 4, elle estimait que le Groupe de travail pourrait réaliser des progrès importants. Au sujet du paragraphe 13 et ailleurs, on ne voyait pas clairement si le champ d'application s'étendait aux autorités non gouvernementales locales et régionales. S'agissant des normes techniques, la délégation avait certaines questions concernant la relation entre le paragraphe 5 f) et le paragraphe 28.

22. La délégation de la Thaïlande était d'accord avec les préoccupations exprimées au regard de la portée du projet d'annexe du Japon et de la question de l'application au niveau infrafédéral, et le découpage du Mode 4 ne lui convenait pas très bien. La délégation appuyait aussi la poursuite de l'examen de la note sur les *Exemples*. Au sujet des qualifications, la Thaïlande notait que les Parties VII et VIII du projet du Japon, en ce qui concerne le traitement des qualifications, ne mentionnaient aucunement l'équivalence et les ARM. D'autres éléments des *Disciplines relatives aux services comptables* n'avaient également pas été repris. La délégation souscrivait aux questions de l'Argentine sur les directives administratives, ainsi qu'aux questions de Singapour se rapportant à l'article VI:5.

23. Le Président a noté les questions en suspens de Singapour, et il a invité le Secrétariat à formuler ses observations. Le Secrétariat a noté que l'article VI:5 était négocié après l'article VI:4, et qu'il avait pour but de traiter des mesures qui n'étaient ni des limitations de l'accès aux marchés, ni des limitations du traitement national. L'intervenant a noté que l'article VI:5 faisait l'objet de négociations intenses. Au sujet de l'antériorité, il a convenu que l'article VI:5 était essentiellement applicable aux seules nouvelles mesures. En termes de droit, on pouvait mettre en avant que l'article VI:5 n'allait pas plus loin que l'article XXIII de l'AGCS au sujet des cas où il n'y avait pas d'infraction et qui avaient pour effet d'annuler ou de compromettre un avantage. L'article XXIII comportait aussi la notion d'application d'une manière à laquelle on peut raisonnablement s'attendre. La notion d'annuler ou compromettre était effectivement le point de départ dans l'article VI:5, comme l'indiquait sa place dans l'introduction dudit article, qui se poursuivait avec les critères. Par conséquent, elle était presque semblable à celle énoncée au paragraphe 3 de l'article XXIII de l'AGCS. Comme il ressort clairement

de son libellé, notamment de la référence faite à l'entrée en vigueur des disciplines, l'article VI:5 était destiné à être une disposition temporaire. Toutefois, il appartenait essentiellement aux Membres de décider de la relation entre les articles VI:5 et VI:4 à la fin des négociations. Au sujet de la charge de la preuve, elle était la même aux termes de l'article VI:5 et de l'article XXIII de l'AGCS. Le Secrétariat a conclu en notant que les alinéas i) et ii) de l'article VI:5 étaient des conditions cumulatives.

24. Le Président a observé que les délégations souhaiteraient peut-être s'exprimer sur la déclaration du Secrétariat.

25. La délégation de l'Inde, s'agissant du document du Japon, sollicitait aussi des précisions sur la portée des paragraphes 1 et 3. Au sujet du paragraphe 4, la délégation souhaitait un supplément d'information. Comme la Thaïlande, l'Inde recherchait plus de précision concernant l'approche du Japon quant aux qualifications. S'agissant de l'application des dispositions relatives à la transparence, l'Inde estimait que les disciplines devraient être applicables uniquement lorsque des engagements spécifiques avaient été contractés. Au sujet de la charge administrative et des procédures administratives, la délégation a déclaré que l'Inde estimait qu'elles étaient bien connues et qu'elles figuraient dans le *Résumé*.

26. La délégation de la Nouvelle Zélande a noté l'intérêt de la société civile et des gouvernements locaux concernant la réglementation intérieure, et a remercié le Japon pour son initiative au sujet de cette question. La délégation a noté l'importance de la transparence au regard de toute discussion de la réglementation intérieure car il s'agissait d'une question concrète importante pour les exportateurs de services sur les marchés étrangers. La Nouvelle Zélande estimait que la notion d'objectifs de politique nationale était également une notion importante dans l'examen de la réglementation intérieure. Sa délégation a indiqué qu'elle réfléchirait à la manière dont une approche d'autorégulation des organismes de services professionnels s'accorderait avec le type de cadre proposé par le Japon. Dans l'ensemble, le processus comportait un problème d'équilibrage d'un certain nombre de facteurs, y compris la mise en application des engagements spécifiques et la protection du droit des gouvernements de réglementer. La délégation a déclaré que le travail sur les Exemples était constructif, et devrait se poursuivre.

27. Le Président a convenu que le travail sur les *Exemples* devrait se poursuivre en tandem avec l'examen du document du Japon.

28. Le représentant de Hong Kong, Chine a convenu que la discussion des *Exemples* était complémentaire de la discussion du projet d'annexe, et il a réclamé instamment de nouvelles contributions, particulièrement de la part des pays en développement. Il a indiqué qu'il serait peut-être utile de faire un recoupement entre les deux discussions ultérieurement. Il a demandé que les observations préliminaires qu'il avait formulées sur le document du Japon à la réunion précédente, en ce qui concernait le Mode 4 et les autorités compétentes, soient enregistrées dans le compte rendu. Au sujet des mesures relatives au Mode 4, le représentant avait noté que le paragraphe 4 du document du Japon semblait être une transposition du paragraphe 4 de l'Annexe sur le mouvement des personnes physiques, lequel prescrivait que l'Accord n'empêchera pas un Membre de prendre certaines mesures pour réglementer le mouvement des personnes physiques, à condition que ces mesures ne soient pas appliquées d'une manière à annuler ou à compromettre les avantages découlant pour tout Membre des modalités d'un engagement spécifique. L'intervenant avait demandé s'il y avait quelque différence dans la formulation du paragraphe 4 du document du Japon, et si le Japon prévoirait que le type des exemples soulevés dans la discussion entrerait ou non dans le champ d'application des disciplines envisagées par le paragraphe 4.

29. En ce qui concerne les autorités compétentes, le représentant de Hong Kong, Chine avait déclaré que, à des occasions précédentes, sa délégation avait mis l'accent sur l'importance de

l'application des disciplines au niveau situé entre les responsables de la réglementation et les fournisseurs. Sa délégation, par conséquent, souhaitait clarifier si les disciplines envisagées dans le document du Japon s'appliqueraient ou non également au niveau des autorités compétentes, et si le Membre concerné serait obligé ou non de faire en sorte que ses autorités compétentes se conforment à ces disciplines. Ce point était particulièrement pertinent au regard des disciplines relatives à la transparence qui concernaient la transparence à l'égard des requérants, comme celles qui reflétaient le paragraphe 4 des *Disciplines relatives aux services comptables* pour faire en sorte que les requérants accèdent pleinement aux renseignements concernant les licences et les qualifications. Ces renseignements étaient essentiels pour permettre aux fournisseurs de services d'obtenir une licence ou une certification pour fournir leurs services, et ils étaient particulièrement importants pour les petits fournisseurs de services et les fournisseurs individuels de services qui n'avaient pas la capacité institutionnelle suffisante pour rechercher ces renseignements par leurs propres moyens.

30. Poursuivant son intervention, le représentant de Hong Kong, Chine a dit qu'il se félicitait de la référence faite par le Japon aux objectifs de politique nationale, et qu'il était d'accord avec la Nouvelle-Zélande sur la nécessité de tenir compte du droit de réglementer des Membres. Au sujet de la portée, l'intervenant partageait les questions soulevées par les délégations qui l'avaient précédé. Au sujet de l'application, il a associé sa délégation avec le Chili et Singapour sur l'importance d'appliquer les disciplines à tous les niveaux du gouvernement. L'intervenant a dit que l'article I:3 devrait guider l'élaboration des disciplines. Sur la question de l'approche, Hong Kong, Chine était prête à examiner à la fois les disciplines horizontales et sectorielles. Peut-être que la concentration sur les disciplines horizontales, dans un premier temps, pourrait ensuite fournir la base à l'institution de disciplines sectorielles, ainsi qu'aider à éviter de "réinventer la roue". Au sujet des qualifications, l'intervenant partageait les questions soulevées par la Thaïlande, notant que les paragraphes 10, 19, 21 des *Disciplines relatives aux services comptables* ne figuraient pas dans le projet du Japon. De la même manière, le paragraphe 26 du projet du Japon ne comportait pas le volet des *Disciplines relatives aux services comptables* prescrivant aux autorités compétentes de définir en quoi les qualifications ne répondaient pas aux attentes.

31. Sur les autres questions, le représentant de Hong Kong, Chine a dit qu'il était important d'éviter tout chevauchement entre les disciplines au titre de l'article VI:4 et les dispositions existantes de l'AGCS. Il a suggéré en premier lieu de se pencher sur les sortes de disciplines qui étaient nécessaires, et ensuite, d'examiner tout chevauchement potentiel. Au sujet des observations formulées par les États-Unis sur l'adoption des *Disciplines relatives aux services comptables*, l'intervenant a noté que la *Décision sur la réglementation intérieure* (S/L/70, daté du 28 avril 1999) établissait que les *Disciplines* étaient destinées à être intégrées dans l'AGCS. Sa délégation estimait que le fait d'adopter les *Disciplines* n'impliquait pas leur intégration dans les listes des Membres individuels. Au sujet de l'article VI:5, l'intervenant a remercié Singapour et le Secrétariat pour les observations qu'ils avaient formulées, et a dit que l'article VI:5 devrait être considéré comme une orientation quant au minimum à atteindre dans le cadre des disciplines au titre de l'article VI:4, c'est-à-dire le respect des trois critères énoncés à l'article VI:4 a), b) et c). Au sujet de la nécessité, l'intervenant a demandé quels éléments du critère de nécessité figurant dans les *Disciplines relatives aux services comptables* étaient particuliers aux services comptables, et par conséquent n'étaient pas applicables de manière horizontale aux autres secteurs. Il a noté que le Groupe de travail était loin de saisir l'ensemble des incidences du critère de nécessité, et qu'il serait peut-être utile d'approfondir la question en examinant la jurisprudence existante. Il a demandé si la précédente note du Secrétariat sur le critère de nécessité (Job n° 5929, daté du 8 octobre 1999) pourrait être mise à jour, y compris en fournissant des exemples de la manière dont le critère de nécessité était concrètement appliqué.

32. Le Président a convenu qu'il pourrait y avoir de la valeur ajoutée dans la mise à jour du document existant du Secrétariat sur le critère de nécessité.

33. La délégation du Mexique a appuyé les questions soulevées par l'Argentine ainsi que les observations faites par la Nouvelle-Zélande. Elle a déclaré que, comme dans les autres Accords de l'OMC concernés, les diverses juridictions devraient être reconnues, et que les règles concernées ne pouvaient pas toujours être appliquées de manière égale à tous les niveaux du gouvernement. Au sujet des normes techniques, le Mexique a noté que l'Accord OTC, par exemple, comportait des règles concernant la transparence, l'analyse coûts-avantages, etc. auxquelles tous les Membres étaient capables de se conformer. Dans l'accord de l'ALENA, la section OTC incluait les règlements techniques concernant les services ainsi que les produits. Au sujet du paragraphe 5 f) du document du Japon, la délégation mexicaine suggérait que les définitions existantes des Accords de l'OMC, particulièrement l'Accord OTC, soient utilisées. Les normes facultatives n'étaient apparemment pas incluses dans l'AGCS, et par conséquent, la référence à des normes facultatives au paragraphe 5 f) pourrait entraîner des complications techniques.

34. La délégation du Pérou a dit que le document du Japon aidait les Membres à concentrer leur réflexion sur ce qu'une annexe sur la réglementation intérieure pourrait comporter. Elle s'est jointe aux préoccupations exprimées par l'Argentine au regard de la portée, et sur la nécessité de viser uniquement le champ d'application de l'article VI:4. Au sujet de l'approche horizontale par opposition à l'approche sectorielle, la délégation a convenu qu'elles étaient complémentaires. Les mesures devaient être appliquées uniquement lorsque des engagements spécifiques avaient été contractés. Au sujet de la transparence, la délégation a convenu avec le Japon qu'il s'agissait d'une question essentielle, mais elle a noté qu'elle pouvait devenir une lourde charge pour les pays en développement. Au sujet des niveaux, les disciplines convenues devaient s'appliquer à tous les niveaux du gouvernement. Au sujet du critère de nécessité, la délégation a convenu que la question était très discutable, y compris pour la société civile, et qu'il fallait une étude plus poussée pour rendre ce critère applicable à tous les secteurs. La délégation s'est déclarée d'accord avec les préoccupations exprimées par la Thaïlande au sujet des paragraphes 32 à 34 concernant les directives administratives. Au sujet du Mode 4, la délégation estimait qu'il était important d'appliquer les disciplines au Mode 4, sans découpages. Elle a dit qu'il serait utile que les Membres présentent des exemples de la manière dont les réglementations seraient traitées dans le cadre du projet d'annexe du Japon.

35. La délégation de la Lettonie a noté que le paragraphe 29 du projet du Japon concernant les exigences de transparence pour les normes techniques pourrait toucher à certains aspects des droits de propriété intellectuelle.

36. La délégation de l'Uruguay a souligné le fait que, dans le document du Japon, les disciplines seraient appliquées aux secteurs dans lesquels des engagements spécifiques avaient été contractés. Elle a exprimé son inquiétude au regard du paragraphe 13 concernant la transparence et les observations préalables. Au sujet du paragraphe 26, concernant la vérification des qualifications dans un délai raisonnable, la délégation a noté que cela ne pourrait pas être assuré en Uruguay, dans la mesure où la vérification était confiée à un organisme indépendant. Au sujet du paragraphe 31, le mécanisme de ces procédures n'existait pas en Uruguay. Ces prescriptions pourraient devenir un obstacle pour prendre des engagements spécifiques dans le futur. Comme l'Argentine et les autres délégations, l'Uruguay était aussi préoccupé par le paragraphe 3 concernant la portée, et a demandé des précisions supplémentaires. La délégation a également soulevé la question de la signification du paragraphe 8 de l'introduction du projet d'annexe concernant l'admission des personnes physiques.

37. La délégation de la Norvège s'est jointe aux autres délégations qui avaient noté l'importance de la transparence.

38. La délégation de la Turquie a demandé des exemples des objectifs de politique nationale qui étaient mentionnés aux paragraphes 6, 10 et 28 du document du Japon, et s'ils étaient les mêmes que les objectifs légitimes mentionnés dans les *Disciplines relatives aux services comptables*. Au sujet des situations d'urgence mentionnées au paragraphe 12, la Turquie a demandé des exemples de telles

situations, ainsi que la confirmation qu'elles ne mettaient pas en jeu l'article X de l'AGCS. Au sujet du paragraphe 13 iii), la délégation a dit que la publication des observations formulées par le public était une mesure difficile à appliquer car la Turquie ne disposait pas d'un tel système. Cette mesure poserait également des problèmes pour de nombreux pays en développement, particulièrement les PMA, et par conséquent ne serait peut-être pas nécessaire.

39. La délégation de Cuba, au sujet du paragraphe 4 du document du Japon, a demandé qu'on lui explique pourquoi le projet d'annexe ne s'appliquerait pas aux mesures régissant l'admission des personnes physiques. Au sujet du paragraphe 13, la délégation a dit que celui-ci imposerait des charges supplémentaires aux pays en développement, et que l'article III était suffisant.

40. La délégation du Taipei chinois a noté que ses observations préliminaires sur la transparence et sur la portée avaient été formulées dans sa précédente intervention. Elle estimait que l'introduction de disciplines concernant les procédures d'observations formulées par le public aiderait à satisfaire les demandes de la société civile. Au sujet de la note de bas de page 2 se rapportant au paragraphe 2, le Taipei chinois estimait que les discussions de la note sur les *Exemples* étaient complémentaires des discussions sur le projet d'annexe. Au sujet des paragraphes 30 et 31, concernant les directives administratives, la délégation souhaitait des renseignements plus précis. Au sujet du paragraphe 35, elle a demandé pourquoi seuls les tribunaux judiciaires étaient mentionnés, et pas les tribunaux judiciaires, arbitraux ou administratifs comme il était spécifié à l'article VI:2.

41. La délégation de la Chine a dit que les disciplines devraient être applicables à tous les niveaux du gouvernement. L'équivalence devrait être prise en compte dans l'examen des disciplines relatives aux prescriptions en matière de qualification. Au sujet du paragraphe 13 ii), la délégation était préoccupée par la charge administrative que représentait cette prescription.

42. La délégation de l'Égypte, au sujet de l'exclusion au paragraphe 4 des mesures régissant l'admission des personnes physiques, a souligné que le Mode 4 était extrêmement important pour les pays en développement et ne pouvait pas être exclu. Au sujet de l'applicabilité, les mesures devraient être applicables lorsque des engagements spécifiques avaient été contractés. La délégation convenait avec Singapour que les disciplines ne devaient pas annuler les engagements spécifiques.

43. La délégation de la Pologne a dit que le document du Japon dynamisait les discussions, et était une base appropriée pour les discussions. Au sujet du paragraphe 4, et particulièrement la note de bas de page 3, la délégation souhaitait disposer de beaucoup plus de renseignements sur l'application du projet d'annexe au Mode 4. Au sujet du paragraphe 3, la délégation a dit qu'elle estimait qu'il allait au-delà de la portée de l'article VI:4.

44. La délégation de la Malaisie a dit qu'elle souhaitait avancer prudemment sur la question des disciplines horizontales, dans la mesure où la procédure de consultation nationale était plus complète. Il était également important de souligner le fait que les responsables de la réglementation intérieure avaient le droit de réglementer. Les disciplines ne devaient pas amoindrir les objectifs légitimes, et ne devaient pas aller à l'encontre des autres dispositions de l'AGCS, y compris le "découpage" pour des raisons prudentielles. Au sujet de la portée, il semblait que la proposition du Japon aille effectivement au-delà de la prescription de l'article VI:4, et la Malaisie demandait une explication. La délégation était préoccupée au sujet de l'exclusion du Mode 4. Elle a appuyé l'application des disciplines lorsque des engagements spécifiques avaient été contractés. La transparence était importante, mais elle ne devrait pas être trop contraignante, par exemple les observations préalables ne devaient pas être obligatoires. La délégation a appuyé les observations de la Thaïlande au sujet de l'équivalence et des ARM. Sur la question des disciplines horizontales par opposition aux disciplines sectorielles, la délégation avait besoin de l'examiner plus en profondeur. La délégation a demandé quelles étaient les conséquences juridiques de l'absence de certaines *Disciplines relatives aux services comptables* dans

le projet d'annexe, ainsi que les conséquences de telle ou telle contradiction entre les disciplines aux plans horizontal et sectoriel.

45. La délégation de l'Indonésie a dit qu'il fallait clarifier le projet d'annexe en ce qui concerne la portée et les objectifs. La délégation a déclaré que les disciplines, y compris les dispositions relatives à la transparence, devraient se limiter aux cinq aspects couverts par l'article VI:4, et s'appliquer uniquement lorsque des engagements spécifiques avaient été contractés.

46. La délégation du Brésil a dit qu'elle préférerait une approche horizontale de la réglementation intérieure, sans exclure les autres approches, et elle s'est associée aux interventions de l'Argentine, de l'Uruguay et de l'Inde. La délégation a encouragé le Japon à présenter une version révisée de sa proposition.

47. La délégation des États-Unis a observé que les vues du Secrétariat étaient sans préjudice des droits et obligations des Membres. Au sujet de la nature temporaire de l'article VI:5, la délégation a déclaré que le libellé de l'article VI:5 concernant l'entrée en vigueur des disciplines semblait donner une certitude quant au moment où l'article VI:5 a) cesserait de s'appliquer. Le Président a noté qu'il avait cru comprendre que dans ses observations le Secrétariat avait exprimé un avis.

48. La délégation du Japon a remercié le Groupe de travail pour l'accueil chaleureux et l'intérêt substantiel qu'il avait accordés à son projet d'annexe sur la réglementation intérieure. Au sujet des observations faites sur le paragraphe 1, la délégation a noté que le Japon avait repris le libellé de l'article VI:4 de l'AGCS. Au sujet de l'"incompatibilité" entre les paragraphes 1 et 3, le Japon estimait que ce n'était pas forcément le cas, étant donné que le paragraphe 1 énonçait les objectifs, et que le paragraphe 3 avait trait aux types de mesures auxquelles les disciplines s'appliqueraient de manière à atteindre lesdits objectifs. Le Japon n'estimait pas que la portée des objectifs et la portée de l'application devaient être identiques. Si les *Disciplines relatives aux services comptables* avaient renforcé les exigences de transparence, la délégation demandait pourquoi cela ne pourrait pas être le cas également pour les disciplines horizontales, afin d'atteindre les objectifs énoncés au paragraphe 1. Au cours des discussions de la note sur les *Exemples*, il avait été exprimé un grand intérêt au regard de la nécessité de résoudre les problèmes de la transparence. Au sujet de la question des disciplines horizontales par opposition aux disciplines sectorielles, la vue du Japon était telle qu'il était écrit dans le document, c'est-à-dire qu'elles ne s'excluaient pas mutuellement. La délégation a indiqué que si on instituait les deux types de disciplines, les Membres devraient tenir compte de la relation entre les deux. Pour éviter des chevauchements possibles, le Groupe de travail de la réglementation intérieure pourrait donc, peut-être, examiner d'abord les disciplines horizontales.

49. Au sujet du paragraphe 4, la délégation du Japon s'était demandé s'il serait approprié d'appliquer des disciplines aux mesures régissant l'admission et le séjour temporaire, et elle avait donc mis à part l'admission des personnes physiques. La délégation a demandé si ces mesures étaient en fait des prescriptions ou des procédures en matière de licences, des prescriptions ou des mesures en matière de qualification, ou des normes techniques. Elle a aussi demandé si les autorités chargées de l'immigration des Membres seraient prêtes à appliquer des disciplines à ces mesures. La délégation a indiqué qu'il serait difficile de réfléchir sur le fond des disciplines applicables à la fois aux procédures relatives à l'immigration et aux mesures au titre de l'article VI:4, et c'est pourquoi elle avait ajouté la note de bas de page 3 à son projet. Au sujet du paragraphe 5, le Japon était ouvert à des définitions utiles, et prendrait note des observations du Mexique. En ce qui concerne les niveaux du gouvernement, le document japonais ne renvoyait à rien de particulier, mais le Japon estimait que les disciplines devraient être fondées sur l'article I:3 d). Au sujet de l'application aux organismes responsables de leur propre réglementation, la question pourrait être abordée, si nécessaire, et la délégation était ouverte aux idées des Membres.

50. Au sujet de la Partie III, concernant l'élaboration, l'adoption et l'application des mesures, la délégation du Japon a indiqué que les observations formulées par Singapour et les États-Unis méritaient une réflexion approfondie. Le libellé était extrait directement du paragraphe 2 des *Disciplines relatives aux services comptables* et, de ce fait, le Japon se joignait à Hong Kong, Chine pour demander aux États-Unis quel aspect particulier en rendait l'application difficile. Au sujet des objectifs de politique nationale, le libellé était extrait du Préambule de l'AGCS, et il était associé au droit de réglementer. Il y avait lieu de poursuivre la réflexion, et le Japon souhaitait entendre les avis des Membres au sujet de toutes différences entre les objectifs légitimes et les objectifs de politique nationale. Au sujet du paragraphe 7, lequel concernait également le critère de nécessité, le Japon, là encore, prenait note des sérieuses réserves exprimées par les États-Unis. Comme il était indiqué au paragraphe 6, le libellé avait été extrait de l'Accord OTC, en le modifiant de manière à éliminer l'aspect obligatoire.

51. Au sujet de la Partie IV, qui concernait la transparence, la délégation du Japon a convenu que l'application et le champ d'application étaient plus étendus qu'il n'était prévu à l'article VI:4. Là encore, ces aspects n'étaient pas totalement nouveaux, et l'intention du Japon était de faire fond sur ce qu'on trouvait déjà dans les *Disciplines relatives aux services comptables*. Le paragraphe 11, qui concernait le traitement des requérants, était expressément une clause d'effort maximal, du fait des différences qui pouvaient exister selon les secteurs, et visait la transparence "sur le terrain", et non à Genève. La même idée s'appliquait aux paragraphes 17 et 24. Le paragraphe 12 était une idée inspirée de l'Accord OTC, avec des modifications dans le libellé pour offrir de la flexibilité. La délégation a confirmé que la référence faite aux situations d'urgence n'avait pas pour but de traiter des situations visées à l'article X de l'AGCS. Au sujet des procédures relatives aux observations formulées par le public, le Japon estimait que les avantages étaient bien connus. Bien que les observations du public entraînent des coûts administratifs, ceux-ci pouvaient être réduits par les progrès effectués dans le domaine de la technologie de l'information. Le Japon avait essayé d'établir un équilibre en rendant sa clause d'effort maximal applicable uniquement aux réglementations au niveau du gouvernement central et pas aux lois ni aux procédures législatives. Il pourrait être nécessaire de modifier la formulation pour tenir compte des mesures au niveau infrafédéral. Au sujet des paragraphes 14 et 22, les exceptions avaient pour but de ne pas éluder les cas exceptionnels, mais ces cas pouvaient éventuellement être traités ailleurs.

52. Au sujet des prescriptions et procédures en matière de qualification, la délégation du Japon a noté que certains éléments des *Disciplines relatives aux services comptables* n'avaient pas été inclus, à la suite de la réflexion du Japon sur l'impossibilité de les appliquer aux autres secteurs. La délégation a indiqué que, par exemple, les dispositions relatives aux qualifications acquises sur le territoire d'un autre Membre, ou le rôle des ARM, semblaient être moins pertinents dans les secteurs de services autres que les services professionnels, et il était également nécessaire de tenir compte du fait que les autorités compétentes dans tous les secteurs de services n'avaient pas la connaissance, ou ne tenaient pas compte, nécessairement des qualifications étrangères. Au sujet de la Partie X, la délégation estimait qu'il était important de traiter de la situation à la suite de l'octroi d'une licence, parce que cela comportait des situations comme le retrait des licences et des qualifications, lesquelles affecteraient gravement le requérant. La délégation avait noté les observations de l'Uruguay. Au sujet de la Partie XI, le Japon avait essayé de traiter de la relation entre les autorités compétentes et les fournisseurs de services privés, dans le même esprit que celui de la Partie X. Un exemple de ces directives administratives était une situation dans laquelle l'autorité compétente "recommandait" à un fournisseur de services d'adhérer à une association professionnelle pertinente à titre volontaire. Même si ce fournisseur refusait de le faire, ces situations ne devraient pas faire l'objet d'un traitement défavorable. Au sujet des observations du Brésil, le Japon réfléchirait à la possibilité d'une deuxième version du projet d'annexe, bien qu'il estime qu'il était nécessaire d'approfondir la discussion sur les questions de fond. La délégation a conclu en notant que le Japon était favorable à la poursuite de la discussion des mesures figurant dans la note sur les *Exemples*.

53. La délégation des États-Unis a noté que, en faisant ses observations sur le paragraphe 6 du projet d'annexe du Japon, elle avait fait part de ses préoccupations au sujet non seulement du langage inspiré des *Disciplines relatives aux services comptables*, mais également du libellé de la dernière phrase du paragraphe 6.

54. Le Président a noté les demandes de Singapour et de Hong Kong, Chine concernant la mise à jour des renseignements sur la jurisprudence de l'OMC et la révision du document du Secrétariat sur le critère de nécessité. Cela inclurait la référence aux informations obtenues auprès des autres organes de l'OMC. Le Secrétariat a dit qu'il pourrait mettre à jour et étendre la Note sur le critère de nécessité (Job n° 5929, daté du 8 octobre 1999), particulièrement en fournissant des renseignements juridiques factuels supplémentaires sur la jurisprudence de l'OMC, ce qu'il espérait être en mesure de faire avant la réunion suivante du Groupe de travail de la réglementation intérieure. Les Membres ont approuvé la suggestion de mettre à jour le document sur le critère de nécessité.

55. Le Président a conclu en indiquant qu'il n'essaierait pas de faire un résumé, et que le Japon devrait être réconforté par l'intense participation. Les Membres avaient cité les questions de la transparence, de la portée, etc. comme nécessitant une réflexion plus poussée, et le Japon avait présenté des réponses préliminaires. Il avait également été suggéré que le Japon envisage une révision du projet d'annexe. Le Président a indiqué que des discussions de fond additionnelles étaient nécessaires, notant que la quasi-totalité des observations qui avaient été faites étaient encore préliminaires, et que les Membres accueilleraient favorablement la possibilité de faire de nouvelles observations. Les Membres ont convenu de maintenir ce point à l'ordre du jour, et le Groupe de travail a pris note des observations.

Note sur les exemples

56. Le Président a noté que cet élément du deuxième point de l'ordre du jour concernait l'examen de la note informelle du Secrétariat intitulée *Exemples de mesures devant être soumises à des disciplines en vertu de l'article VI:4 de l'AGCS*, qui avait été révisée et distribuée sous couvert du JOB(02)/20/Rev.5, daté du 29 avril 2003. Comme il l'avait noté précédemment à la réunion en cours, et comme les délégations l'avaient mentionné dans leurs interventions, il y avait la notion de "valeur ajoutée" dans la poursuite des discussions. Dans le cadre des consultations informelles que le Président avait menées, les Membres avaient indiqué qu'ils souhaitaient faire des observations supplémentaires sur le fond et apporter des exemples supplémentaires, ainsi que donner plus de possibilités de participer aux pays en développement. Le Président a indiqué que certains Membres avaient aussi suggéré d'examiner les mesures citées dans la note sur les *Exemples* à la lumière de la communication du projet d'annexe du Japon.

57. Passant au mode informel, le Président a alors cédé la parole pour les observations.

58. Le Président a résumé les discussions informelles en soulignant que l'idée de travailler sur les exemples en se fondant sur le document du Japon n'avait pas été lancée par la Présidence. Les Membres, dans les consultations informelles qu'il avait menées, avaient indiqué qu'ils préféraient que les discussions de la note sur les *Exemples* restent inscrites à l'ordre du jour. Le Président a indiqué que les Capitales étaient encore en train d'examiner les exemples figurant dans la note, particulièrement du point de vue de leurs propres exportateurs de services. Comme le Président l'a suggéré, les Membres sont convenus du maintien à l'ordre du jour et ont pris note des déclarations.

2. **Élaboration des disciplines pour les services professionnels**

Questions concernant la reconnaissance

59. Revenant au mode formel, le Président a noté que le point suivant de l'ordre du jour était intitulé *Élaboration des disciplines pour les services professionnels*, avec pour premier élément les *Questions concernant la reconnaissance*. Il a observé que, à la réunion précédente, au titre du point D de l'ordre du jour, le Groupe de travail avait invité l'OCDE à faire une présentation informelle du document qu'elle avait récemment élaboré sur les ARM, lequel avait été distribué avant la réunion sous couvert du JOB(03)/28, daté du 13 février 2003. Mme Julia Neilson de l'OCDE avait fait une excellente présentation sur laquelle les Membres avaient ensuite formulé de nombreuses observations. Les Membres avaient aussi convenu de poursuivre les discussions à la réunion en cours.

60. Avant de céder la parole pour les nouvelles observations liées au document de l'OCDE, le Président a noté que, depuis la réunion précédente, les États-Unis avaient distribué un document officiel sur les ARM sous la cote S/WPDR/W/23, daté du 10 mars 2003. De plus, les Communautés européennes avaient demandé la possibilité de faire une présentation orale sur la reconnaissance. Le Président a alors demandé aux États-Unis de faire la présentation de leur document, qui serait suivie par l'intervention des CE.

61. La délégation des États-Unis a indiqué que leur communication avait pour seul but d'informer, notant qu'elle était également accessible sur le site Web du Représentant des États-Unis pour les questions commerciales internationales. Le document expliquait la nature des accords de reconnaissance, en se fondant sur l'expérience des États-Unis. Il n'y avait aucun lien implicite entre le travail sur les accords de reconnaissance et le travail sur l'article VI:4 dans le cadre du Groupe de travail. Les États-Unis se posaient encore des questions quant à la relation entre les ARM au sens de l'article VII, et leur place dans les discussions au titre de l'article VI:4. La délégation a indiqué que s'il existait un ARM, il fallait des règles pour mettre en œuvre ses dispositions. La discussion de ces règles était de la compétence du Groupe de travail sur la réglementation intérieure. Si la discussion, toutefois, portait uniquement sur les ARM en général, c'est-à-dire en tant que matière à négociations, les États-Unis ne voyaient pas de lien avec le travail au Groupe de travail de la réglementation intérieure.

62. La délégation des Communautés européennes a dit qu'elle avait reçu au cours des négociations bilatérales certaines demandes de renseignements sur la reconnaissance mutuelle dans le cadre du Marché unique, et que sa présentation avait pour seul but d'informer. Bien que le mouvement des personnes physiques soit totalement libéralisé au sein des CE, il était évident que la différence des systèmes de qualification au niveau national pouvait agir comme une entrave. C'est pour cette raison que le Traité instituant les CE contenait des dispositions spécifiques pour l'élaboration d'une législation européenne pour remédier à cette situation (articles 40 et 47). Pour les services professionnels, il y avait eu deux types de législation concernant la reconnaissance des qualifications. Le premier système consistait à harmoniser les conditions d'accès à des professions particulières, ainsi que l'exercice de ces professions, à savoir les professions de médecin, de sage femme, de chirurgien vétérinaire, de dentiste et, dans une certaine mesure, de commissaires aux comptes. Aux termes des Directives concernées, qui étaient accessibles sur le site Web des CE (portant les n° 9316, 80155, 781027, 78687, 84253, respectivement), la reconnaissance devenait automatique, lorsque les systèmes étaient pratiquement identiques.

63. La délégation des Communautés européennes a indiqué qu'il y avait toutefois un inconvénient en ce sens que le processus d'harmonisation était extrêmement contraignant. On avait réalisé que, au sein de l'Union européenne, il y avait un haut niveau de convergence entre les différents systèmes nationaux et, par conséquent, qu'il serait peut-être possible d'adopter des Directives générales à la place de ce processus (ces Directives avaient par la suite été adoptées sous les n° 8948 et 9251). Dans

la mesure où les Directives générales partaient du principe qu'il y avait un haut niveau de convergence, le pays d'accueil était en conséquence obligé de tenir dûment compte des qualifications présentées. Le pays d'accueil, toutefois, conservait le droit d'exiger des stages de formation spécifique ou des tests d'aptitude, pour combler les différences avec le pays d'origine. Pour les services juridiques, il y avait des Directives spécifiques (les n° 77249, 9805, et la Directive générale n° 8948), car ils étaient spécifiquement liés aux législations nationales. La délégation a conclu en disant que sa présentation donnait une idée de la difficulté d'obtenir la reconnaissance dans l'Union européenne, en dépit de la libéralisation totale et du haut niveau de convergence. La délégation a indiqué que le système avait réclamé beaucoup de temps pour son élaboration et sa mise en place, et qu'il était automatique uniquement lorsque les systèmes nationaux avaient été préalablement harmonisés.

64. Le Président a donné la parole pour les observations concernant le document des États-Unis, la présentation des CE et le document de l'OCDE.

65. La délégation de la Thaïlande, au sujet des observations des États-Unis concernant les ARM, a dit qu'elle estimait que la reconnaissance était directement liée à la question des qualifications et que, par conséquent, elle entraînait légitimement dans le cadre de la délibération sur l'article VI:4. La délégation a convenu avec les États-Unis que les ARM ne conféraient pas automatiquement l'accès aux licences. Néanmoins, il fallait reconnaître l'expérience et les autres qualifications, particulièrement pour les fournisseurs de services des pays en développement. Au sujet du document de l'OCDE, la délégation a dit qu'il y avait de nombreux points admis, par exemple qu'il était plus facile pour les salariés transférés au sein de leur société d'obtenir la reconnaissance. Les PME, toutefois, et particulièrement celles des pays en développement, rencontraient encore des problèmes avec la reconnaissance.

66. Tout en admettant que les ARM n'étaient pas une panacée pour l'accès aux marchés dans le cadre du Mode 4, la délégation de la Thaïlande a souligné que l'absence de reconnaissance de l'équivalence était un problème dont le résultat était d'annuler ou compromettre *de facto*, c'est-à-dire sans qu'il y ait infraction. Certaines des suggestions de l'OCDE étaient très intéressantes, par exemple l'amélioration de l'information sur les ARM existants et l'amélioration de l'accès à ceux-ci. Notant que le Groupe de travail de la réglementation intérieure était déjà en train de se consulter avec les organisations professionnelles internationales, la délégation a demandé s'il était possible de demander à ces organisations de fournir des renseignements sur les ARM. Une autre suggestion intéressante figurant dans le document de l'OCDE concernait un possible accord plurilatéral de l'OMC sur les ARM. En tout cas, la délégation notait que la reconnaissance mutuelle était un domaine possible pour les engagements au titre de l'article XVIII de l'AGCS.

67. Le Président a demandé aux Membres d'examiner la question de savoir s'il fallait demander aux organisations internationales des renseignements sur les ARM.

68. La délégation de l'Inde a noté les difficultés que la reconnaissance posait aux CE, ainsi que le fait que le paragraphe 6 du document des États-Unis disait que le représentant des États-Unis pour les questions commerciales internationales encourageait la conclusion d'ARM. La délégation indienne espérait que les Membres répondraient de manière positive aux demandes des pays en développement de négocier des ARM. Elle a dit que la fourniture de services selon le Mode 4 subissait certainement les effets néfastes de l'absence de reconnaissance, comme la note sur les *Exemples* le mettait en évidence. Au cours des discussions à la précédente réunion du Groupe de travail de la réglementation intérieure, il avait été noté que l'article VII était une clause d'habilitation. La délégation a indiqué que, comme il avait été noté dans le document de l'OCDE, ainsi qu'au cours des discussions au Groupe de travail, on pourrait faire beaucoup plus pour rendre opérationnel l'article VII. Cela pourrait inclure des travaux au titre de l'article VI:6 sur les procédures appropriées, et l'élaboration d'un cadre général pour les ARM, ainsi que les autres mesures mentionnées dans la proposition de l'Inde. La délégation

a dit que l'Inde était d'accord avec la suggestion de la Thaïlande de questionner les organisations internationales.

69. La délégation du Canada, au sujet de l'intervention des États-Unis, a réaffirmé que le Canada appuyait la discussion sur les éléments liés à la reconnaissance. Elle a noté que le Canada était favorable à la discussion de ces éléments dans le contexte de l'article VII, qui avait été abordée au Conseil du commerce des services. La délégation a dit que le programme du Groupe de travail de la réglementation intérieur était déjà complet et que, par conséquent, il fallait sélectionner les questions directement liées à l'article VI:4, en laissant les autres questions aux organes appropriés de l'OMC.

70. La délégation de l'Argentine, au sujet de la présentation des CE, a demandé si le travail sur l'harmonisation était une initiative gouvernementale, et si le travail se poursuivait encore. Elle a également demandé s'il existait des différences de traitement pour les fournisseurs de services des CE et ceux extérieurs aux CE, ainsi que s'il existait des procédures pour la reconnaissance temporaire ou simplifiée. Au sujet des ARM, la délégation a dit que le Groupe de travail de la réglementation intérieure devrait continuer à traiter de ce sujet, car il était plus étroitement lié à l'article VI:4.

71. La délégation du Chili a appuyé les questions soulevées par l'Argentine. Au sujet du paragraphe 3 du document des États-Unis concernant la question des éléments communs, la délégation a demandé si les États-Unis pourraient fournir un supplément d'information sur les règles types, y compris où on pouvait les trouver. S'agissant du paragraphe 6, le Chili souhaitait de plus amples détails au sujet de l'accession aux accords énumérés au paragraphe 7, c'est-à-dire quel organisme il fallait approcher. La délégation a dit qu'elle était d'accord avec la suggestion de la Thaïlande. S'agissant de savoir où traiter de la question des ARM, le Chili avait l'esprit ouvert, mais il souhaitait la voir traiter partout où cela était possible, y compris au Groupe de travail de la réglementation intérieure, car certains ARM comportaient peut-être des prescriptions trop contraignantes.

72. La délégation des Communautés européennes a noté que les propositions d'harmonisation étaient émises par la Commission des CE, et étaient élaborées en association avec toutes les parties concernées. La délégation a dit que l'harmonisation était désormais pratiquement abandonnée, et qu'elle avait lieu uniquement si elle présentait des intérêts particuliers et était susceptible d'apporter de la valeur ajoutée par rapport à la directive générale. Les fournisseurs qui ne faisaient pas partie de l'Union européenne n'étaient pas couverts, et il en était clairement tenu compte dans la liste de l'Union européenne. La présentation des CE concernant la transparence, comme la reconnaissance, était une question qui figurait à l'ordre du jour, mais les CE avaient tendance à admettre avec les États-Unis que le Groupe de travail de la réglementation intérieure n'avait pas pour mandat de traiter directement des ARM.

73. Le représentant du Mexique a indiqué que, comme il était noté au paragraphe 15 du compte rendu de la réunion précédente, le Mexique estimait que les ARM étaient un sujet fondamental, qui devrait continuer d'être discuté au Groupe de travail. L'intervenant s'est dit d'accord avec la proposition de la Thaïlande, et il a noté que les autres travaux de l'OMC, particulièrement ceux se rapportant à l'Accord OTC, pourraient aussi être utiles au regard de la reconnaissance mutuelle. Il a convenu que les ARM n'étaient pas une panacée et que dans certains cas, ils pouvaient créer des obstacles supplémentaires. L'intervenant a suggéré que le Secrétariat pourrait explorer les travaux concernant les OTC. Le Président a noté que les idées du représentant du Mexique en sa qualité d'actuel Président du Comité OTC, pourraient être très utiles au Groupe de travail.

74. Le représentant de Hong Kong, Chine a dit que l'absence de reconnaissance constituait un obstacle potentiel à la fourniture de services. Les Membres devaient faire la distinction entre la question et les éventuels moyens pour la résoudre, c'est-à-dire la question des prescriptions et procédures en matière de qualification. Il a déclaré que les moyens de résoudre la question de la

reconnaissance incluait les ARM. Dans la mesure où les ARM étaient directement liés à la reconnaissance, ils pouvaient être discutés au Groupe de travail de la réglementation intérieure, tandis que l'engagement proprement dit dans des négociations sur les ARM pouvait être discuté ailleurs. Il était très difficile d'aboutir à un ARM, et une autre question était la reconnaissance unilatérale, comme en traitait le paragraphe 19 des *Disciplines relatives aux services comptables*. Le représentant a noté que ce mécanisme était fondé sur le traitement NPF. S'agissant de contracter des engagements supplémentaires en matière d'ARM, l'intervenant a demandé de quelle manière ils déboucheraient sur la conclusion d'un plus grand nombre d'accords, étant donné qu'il n'y aurait aucune garantie de réussite.

75. La délégation des États-Unis a déclaré qu'elle était d'accord avec les CE et le Canada sur la nécessité de définir où la discussion des ARM devrait avoir lieu. Au sujet des observations formulées par Hong Kong, Chine, il était important de noter que l'article VI:4 concernait les mesures se rapportant aux qualifications. Le document des États-Unis n'était pas destiné à entamer une discussion des cadres des ARM à proprement parler. Au sujet de la question du Chili, les renseignements sur les règles types concernaient les secteurs énumérés dans le document des États-Unis. En ce qui concernait l'accession, les parties intéressées devaient contacter les associations énumérées dans le document. Au sujet des consultations du Secrétariat sur les ARM, les précisions reçues devaient être sur une base informative, de manière à ne pas faire dévier les discussions du Groupe de travail de la réglementation intérieure.

76. La délégation de la Thaïlande a appuyé Hong Kong, Chine, et a réaffirmé qu'elle estimait que la reconnaissance faisait partie du travail au titre de l'article VI:4 sur les qualifications. Elle a convenu de la nécessité de faire la distinction entre la question et la solution, cette dernière devant être trouvée en dehors du Groupe de travail. La Thaïlande recherchait activement des ARM en dehors du Groupe de travail de la réglementation intérieure, et elle avait introduit la question dans ses Demandes, mais elle n'avait encore obtenu aucune réponse. Elle explorait activement la question à la fois sur un plan bilatéral et régional. La Thaïlande n'avait aucune intention de négocier des ARM dans le cadre du Groupe de travail de la réglementation intérieure, néanmoins elle estimait que la question était très importante pour les pays en développement et en ce qui concernait le Mode 4, et elle souhaitait vivement débattre la question au Groupe de travail. Au sujet de la présentation des CE, la délégation a noté que les CE avaient indiqué que les qualifications constituaient une entrave importante pour le mouvement interne des personnes. La délégation a également noté les observations de Hong Kong, Chine sur l'article XVIII, et a indiqué que la Thaïlande était en train de demander des engagements additionnels en matière de reconnaissance sur une base bilatérale.

77. Le Président a résumé le débat en notant trois points. Premièrement, il y avait un grand intérêt pour les ARM et la reconnaissance. Deuxièmement, il y avait la question de savoir si les ARM devaient ou non être discutés au Groupe de travail de la réglementation intérieure, et troisièmement, il y avait la question des consultations du Secrétariat avec les organisations internationales au sujet des ARM. Sur les premier et second points, le Président se demandait si les questions ne portaient pas plus sur la forme que sur le fond. Au sujet de la question de maintenir la reconnaissance en tant que point de l'ordre du jour, si on ne recevait aucune information, que ce soit sous forme de présentations ou de documents, il n'y aurait pas lieu de maintenir cette question inscrite à l'ordre du jour. Elle pourrait toujours être ajoutée en tant que point de l'ordre du jour, si un Membre le demandait.

78. Au sujet du troisième point, le Président a noté que les demandes de renseignements sur les ARM pourraient être faites en liaison avec les consultations en cours du Secrétariat avec les organisations internationales de services professionnels. Les Membres pourraient alors demander au Secrétariat d'élaborer un résumé des réponses reçues, en tenant compte des préoccupations exprimées par certains Membres. Les délégations des États-Unis et des Communautés européennes ont alors indiqué qu'elles souhaitaient réfléchir à la proposition du Président. Le Président a conclu les

discussions en suggérant que le Groupe de travail de la réglementation intérieure prenne note des déclarations.

Consultations sur les services professionnels

79. Le Président a ensuite laissé la parole pour la poursuite de la discussion informelle de la note du Secrétariat intitulée *Synthèse des résultats des consultations sur les services professionnels*, dont la version la plus récente avait été distribuée sous couvert du JOB(02)/204/Rev.1, daté du 21 février 2003. Il a également demandé si tel ou tel Membre souhaitait communiquer au Groupe de travail des renseignements récents sur l'état d'avancement de leurs consultations nationales. Aucune observation n'a été formulée.

80. Revenant au mode formel, le Président a demandé au Secrétariat de parler brièvement de l'état d'avancement des consultations avec les organisations internationales de services professionnels.

81. Un représentant du Secrétariat a noté que le Groupe de travail avait demandé au Secrétariat de consulter 22 organisations internationales de services professionnels, au sujet de l'applicabilité des *Disciplines relatives aux services comptables* à leurs professions. Sur les 22 organisations, 14 réponses avaient été reçues à la date de la réunion en cours, dont sept indiquaient que la réponse était en cours d'élaboration. Sur les sept réponses concrètes, deux étaient des observations préliminaires. Le Secrétariat a indiqué qu'il poursuivait ses efforts de suivi pour élever le taux de réponse.

82. La délégation de la Thaïlande a demandé ce qu'il faudrait faire avec les réponses. Le Président a répondu en notant que plus de 50 pour cent des organisations contactées avaient fait une réponse. Si les Membres le souhaitaient, le Secrétariat pourrait élaborer un résumé écrit des réponses afin de communiquer aux Membres les observations reçues. La délégation du Japon a appuyé la suggestion du Président. La délégation de Hong Kong, Chine a également appuyé la suggestion du Président et a dit que le résumé pourrait récapituler les informations reçues et être mis à jour avec les réponses reçues ultérieurement.

83. Le Président a conclu en indiquant que le Secrétariat pourrait préparer un résumé écrit qu'il mettrait à jour en permanence à mesure que de nouvelles réponses seraient reçues. Les Membres ont approuvé la suggestion du Président d'élaborer un résumé.

C. ORGANISATION DU SÉMINAIRE DU GROUPE DE TRAVAIL

84. Le Président a noté que le point suivant de l'ordre du jour concernait l'organisation du séminaire du Groupe de travail de la réglementation intérieure. Il a rappelé les consultations informelles qu'il avait menées, au cours desquelles les Membres avaient généralement admis la nécessité de clarifier la nature et le but du séminaire/de l'atelier proposé sur la réglementation intérieure. Ils avaient souligné que l'objectif premier était d'informer et d'instruire les responsables de la réglementation, les négociateurs commerciaux et les autres fonctionnaires concernés sur le contexte et l'état d'avancement à ce jour des travaux effectués au Groupe de travail de la réglementation intérieure, ainsi que sur les incidences réglementaires des disciplines pour les pays en développement. Le deuxième objectif était de contribuer à une meilleure compréhension des autorités chargées de la réglementation en facilitant l'échange d'information se rapportant aux travaux au titre de l'article VI:4 et sur la manière dont les autorités chargées de la réglementation pourraient être affectées.

85. Le Président a observé que, dans l'ensemble, les Membres souhaitaient un "dialogue pédagogique" entre les responsables de la réglementation, les négociateurs, le Secrétariat et certains participants provenant des associations internationales. Certains points critiques avaient aussi été soulevés au sujet du calendrier et du financement. De nombreux pays en développement avaient

indiqué qu'ils préféreraient que l'atelier soit prévu pendant la semaine de la Session extraordinaire du CCS, de manière à faciliter la participation de leurs représentants. Des suggestions de dates pour tenir compte de cette préférence avaient été envoyées au Secrétariat. Le financement était aussi une question critique, afin de faciliter la participation d'un, ou de préférence deux représentants des pays en développement qui viendraient des capitales. Les Membres ont généralement noté que l'atelier aurait une valeur relative si seuls les représentants basés à Genève étaient en mesure d'y participer. Le Secrétariat était en train d'explorer diverses options à cet égard.

86. Le Président a noté que la question du financement pouvait également influencer sur le choix de la date du séminaire. Bien que la majorité des Membres préfèrent tenir l'atelier pendant la session des réunions de juillet, la question du financement était cruciale. Le Président a donc demandé au Secrétariat d'informer les Membres sur la situation du financement au jour de la réunion en cours.

87. Un représentant du Secrétariat a indiqué que, comme il l'avait promis à la précédente réunion du Groupe de travail de la réglementation intérieure, le Secrétariat avait exploré la possibilité d'obtenir des fonds pour la participation des fonctionnaires basés dans les capitales, comme cela avait été fait l'année précédente pour l'Atelier sur l'établissement des listes dans le cadre de l'AGCS. À cette époque, on avait réussi à obtenir les fonds appropriés du fait du lien direct de l'atelier avec la phase Offres des négociations sur les services. Le Secrétariat avait de nouveau essayé, mais cette fois-ci, il était confronté à la procédure normale de fonctionnement exigeant de passer par le Comité du budget. De ce fait, il n'était pas possible de fournir le financement en temps voulu pour un séminaire en juillet.

88. Le représentant du Secrétariat a noté que, outre le financement, il y avait d'autres questions en suspens quant au programme du séminaire. En se fondant sur les observations qu'il avait reçues à la précédente réunion formelle, ainsi que sur les consultations menées par la Présidence, le Secrétariat avait distribué un Plan schématique proposé révisé, sous couvert du JOB(03)/35/Rev.1, daté du 7 mai 2003. Il était nécessaire que les Membres clarifient la question de l'audience visée, ce qui aiderait à donner forme aux détails de fond du programme du séminaire. En ce qui concernait la participation de l'OCDE et de la CNUCED, celles-ci n'avaient pas encore été incluses dans le Plan schématique, car le Secrétariat était en train de les consulter sur la teneur de leurs contributions.

89. Le Président a ensuite invité les Membres à faire part de leurs observations.

90. La délégation de Hong Kong, Chine a remercié le Secrétariat et a dit qu'elle aurait souhaité que l'atelier ait lieu plus tôt, mais que la participation des fonctionnaires basés dans les capitales était plus importante. Le report du séminaire pourrait également aider à en finaliser le Plan schématique. Le Président a convenu que le report de l'atelier donnerait aux Membres plus de temps pour le Plan schématique.

91. La délégation de l'Indonésie a appuyé la tenue d'un atelier. Au sujet du Plan schématique proposé, la délégation s'est demandé si la version actuelle du projet d'annexe du Japon devrait y être incluse. La délégation du Canada a suggéré qu'une discussion rapide du Plan schématique, suivie d'une consultation informelle avec les donateurs de fonds, pourrait peut-être permettre de tenir l'atelier en juillet.

92. La délégation du Japon n'avait pas d'instructions au sujet des dates, mais elle avait tendance à être d'accord avec Hong Kong, Chine. Sur le contenu, le Japon a noté l'inclusion de son projet d'annexe dans le Plan schématique, et il a indiqué qu'il en ferait volontiers une présentation. La délégation des Communautés européennes, au sujet des dates, a dit que l'atelier aurait peu de valeur sans financement, et par conséquent qu'il devrait être reporté.

93. La délégation de l'Australie était d'accord avec les intervenants précédents sur la nécessité de reporter dans le temps le séminaire, afin d'explorer encore les options pour le financement. La

délégation de la Colombie a appuyé la tenue du séminaire, et elle a convenu que la présence des responsables de la réglementation basés dans les capitales était essentielle. Elle a convenu que le séminaire pouvait être reporté si les fonds qui lui étaient nécessaires n'étaient pas disponibles. La délégation de Cuba a convenu que le séminaire devrait être reporté tant qu'on ne disposerait pas des fonds nécessaires à la participation des représentants des pays en développement.

94. La délégation des États-Unis a convenu avec les autres délégations de l'importance de trouver le financement approprié pour assurer une large participation. Elle appuyait le report du séminaire de manière à assurer un financement plus important et une participation plus large.

95. Le Président a résumé les discussions en déclarant que la question du financement avait une importance critique pour la plupart des délégations, qu'il s'agisse des pays en développement ou des pays développés, et qu'en conséquence il faudrait reporter la tenue de l'atelier jusqu'à la session de réunions d'octobre. Les Membres ont approuvé la suggestion du Président. Soucieux du temps, le Président a conclu en indiquant qu'il tiendrait des consultations sur le Plan schématique révisé.

D. DATE DE LA RÉUNION SUIVANTE

96. Le Président a indiqué que le dernier point de l'ordre du jour concernait la date de la réunion suivante. Du fait du report de l'atelier sur la réglementation intérieure, il a proposé que la réunion suivante soit tenue au cours de la semaine débutant le 30 juin 2003, en liaison avec les réunions suivantes du CCS et de sa Session extraordinaire. Les Membres ont approuvé la suggestion du Président.
